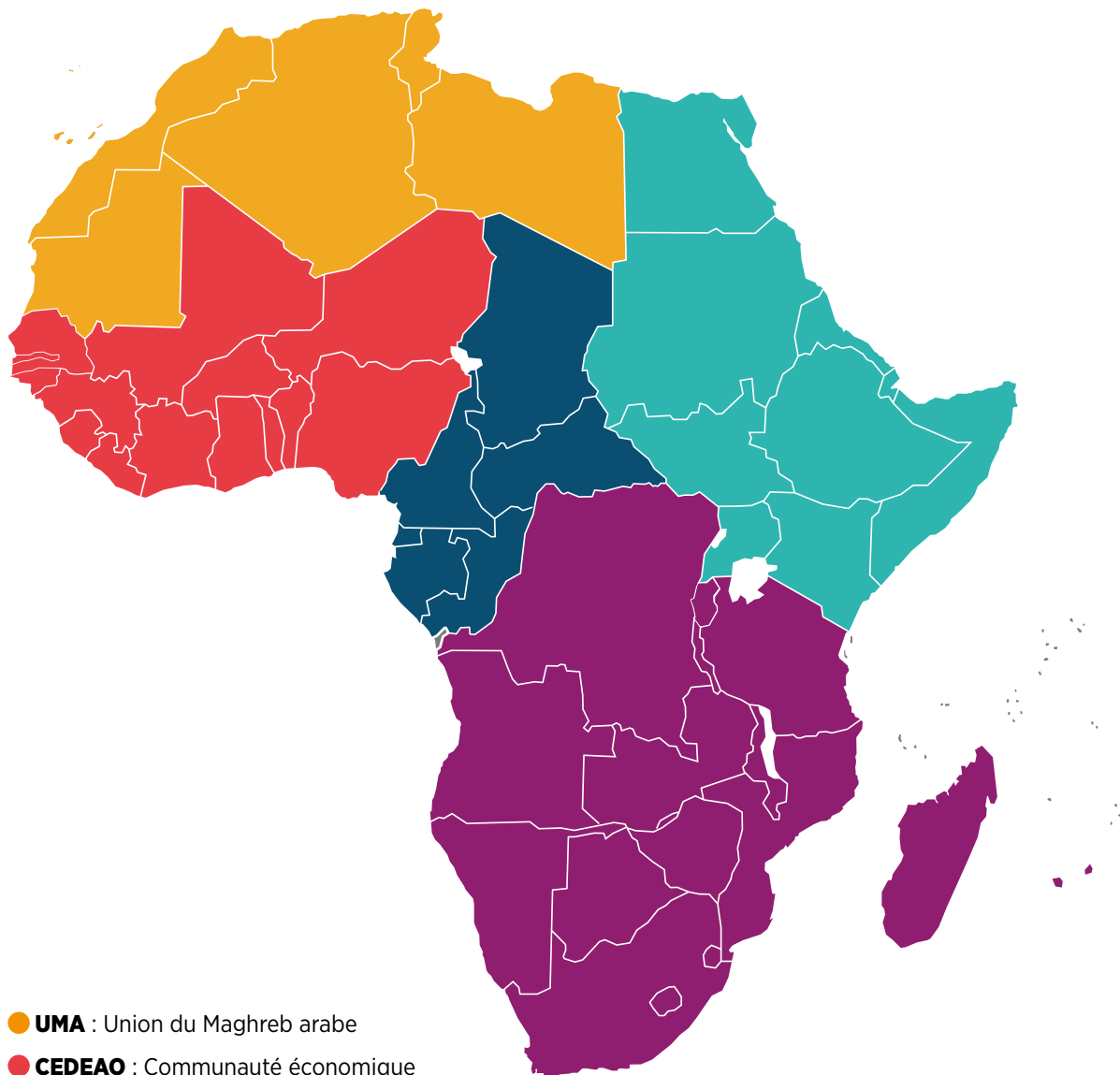


LES RÉSULTATS 2020 DE L'ENQUÊTE CIAN



- **UMA** : Union du Maghreb arabe
- **CEDEAO** : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
- **CEMAC** : Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale
- **SADC** : Southern Africa Development Community

Depuis plus de 30 ans, chaque année le CIAN prend le pouls des entreprises internationales en Afrique et leur avis sur le climat des affaires. Après une année 2019 favorable, les résultats de l'année 2020, marquée par la Covid-19, restent convenables, montrant une Afrique résiliente où les entreprises continueront d'investir. Tout n'est pas rose pour autant, partout des marges de progrès demeurent que ce soit en termes d'équipements ou de gouvernance.

Le témoignage direct du terrain

Représentant français des entreprises implantées en Afrique, le CIAN voulait connaître leur opinion sans filtre. C'est pourquoi, dès 1989, il a lancé un baromètre auprès des responsables de filiales et bureaux des sociétés internationales implantées en Afrique. À l'origine, les réponses étaient collectées par courrier puis par fax. Aujourd'hui, l'enquête est réalisée en ligne grâce à un questionnaire en français et en anglais, relayé par le réseau du CIAN et de ses adhérents. Les chambres de commerce internationales, notamment celles du réseau CCI France, les organismes patronaux locaux, les missions économiques et les ambassades de France participent également à sa diffusion. Les conseillers du commerce extérieur basés en Afrique figurent en bonne place parmi les répondants. Le CIAN tient d'ailleurs à remercier toutes les personnes qui contribuent à relayer l'enquête auprès de ses cibles.

Pour cette édition, réalisée au dernier trimestre de l'année 2020, le CIAN a collecté 820 réponses en provenance de 44 pays – 112 pour les pays d'Afrique du Nord, 332 pour les pays d'Afrique de l'Ouest, 138 pour les pays d'Afrique centrale, et 238 pour les pays d'Afrique australe, orientale et de l'Océan indien. Les résultats sont intégrés dans chaque fiche pays de ce rapport, lorsque le nombre de réponses est suffisant pour permettre une analyse.

L'enquête comporte deux volets : une partie conjoncturelle et une partie structurelle. La partie conjoncturelle apprécie les perspectives d'activités dans le pays, mais aussi l'évolution du chiffre d'affaires, des investissements, la rentabilité attendue, ou encore le volume des créances sur l'État et le secteur privé local. La partie structurelle évalue l'environnement des affaires du pays d'implantation. Près de 40 critères

sont pris en compte, lesquels sont répartis en sept thèmes : infrastructures, administration, économie et finance, social, environnement socio-culturel, coût des facteurs et développement durable.

Une année 2020 en demi-teinte à cause de la pandémie

Depuis 2017, les entreprises tablaient régulièrement sur la croissance de leurs activités en Afrique. En 2020, la crise de la Covid-19 et ses conséquences (fermeture des frontières, confinement, arrêt total de certains secteurs d'activité...) a rendu toute prévision caduque, faisant perdre aux entreprises entre 20 et 35% de leur chiffre d'affaires. Ainsi, plus de 70% des dirigeants d'entreprises présents en Afrique du Nord et en Afrique centrale (à l'exception de la RCA) estiment que la Covid-19 a beaucoup perturbé leur activité de l'année, alors qu'en Afrique de l'Ouest et Afrique australe et de

Malgré cette activité ralentie, 59% des chefs d'entreprise espèrent un exercice 2020 à l'équilibre ou bénéficiaire, ce qui montre la résilience du continent.

l'Est, certains se déclarent moyennement impactés. Étonnamment, en Afrique du Sud, pourtant l'un des pays les plus touchés par la pandémie, 38% des participants à l'enquête ont estimé que la Covid-19 ne modifiait que faiblement leur activité. La plupart considèrent aussi que les effets de cette crise sanitaire perdureront en 2021, même s'ils ont du mal à l'appréhender précisément. Les pays qui, selon eux, s'en sortiront le mieux sont les États d'Afrique de l'Ouest, Madagascar, l'Afrique du Sud, la RCA, la Mauritanie et l'Égypte.

Au global, 56% des entreprises annoncent pour 2020 un chiffre d'affaires en retrait par rapport à 2019, en particulier en Afrique centrale (notamment celles présentes au Cameroun, Congo, Congo-Brazzaville, Gabon et Tchad) et en Afrique du Nord (les ventes baissent au Maroc et en Tunisie) ainsi qu'à Djibouti et en Tanzanie. En Afrique de l'Ouest, le Mali et le

Les détails des évaluations indiquent que partout les infrastructures se renforcent. Les projets, souvent financés par l'aide publique au développement avancent, améliorant routes et ports. Les télécoms et l'accès à internet donnent de plus en plus satisfaction.

Nigeria sont en recul. Notons que la Côte d'Ivoire, qui a par ailleurs connu une période électorale tendue, a marqué le pas pour 50% des entreprises, tout comme le Burkina Faso, le Bénin et le Ghana. À contrario, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Bénin, la RCA et l'Égypte sont les pays les plus dynamiques avec 40 à 60% des dirigeants annonçant un chiffre d'affaires en croissance.

Malgré cette activité ralentie, 59% des chefs d'entreprise espèrent un exercice 2020 à l'équilibre ou bénéficiaire, ce qui montre la résilience du continent. Les pays où le plus d'entreprises préservent des résultats positifs sont Madagascar, Maurice, le Kenya, l'Égypte et la Mauritanie. En réaction à la crise, les entreprises ont souvent interrompu leurs investissements et les ont reportés sur 2021. Les pays qui attireront le plus d'investissements sont aussi ceux qui ont conservé des bénéficiaires. Au Nord, l'Égypte et la Mauritanie ; à l'Est, Djibouti, le Kenya et l'Éthiopie ; dans l'océan Indien, Madagascar et Maurice ; enfin, les entreprises au Mozambique et en Angola accroîtront aussi leurs engagements financiers.

Des progrès attendus en matière de climat des affaires

Lors de son lancement en 1989, l'enquête CIAN était précurseuse. En effet, elle interrogeait déjà en détail les dirigeants d'entreprises sur l'environnement et le climat des affaires dans le pays où ils intervenaient, donnant ainsi des repères aux futurs investisseurs, mais permettant également au CIAN d'entrer en dialogue avec les gouvernements et les agences de promotion qui souhaitaient inciter davantage les acteurs étrangers à s'implanter dans leur pays. Depuis 2003, le classement Doing Business de la Banque mondiale vient compléter ces informations en calculant un indice basé sur des critères objectifs (par exemple, les délais de création d'entreprise ou les

facilités d'obtention de prêt). Grâce à cette méthodologie, certains pays se sont donnés pour objectif de progresser dans cette liste et ont amélioré leur climat des affaires. Mais, comme le montre le baromètre CIAN, la réalité africaine reste complexe, et les chefs d'entreprise continuent d'attendre plus de l'environnement économique, fiscal et social des pays africains.

Ainsi, la note globale d'appréciation du climat des affaires pour le continent s'établit à 2,5 sur 5, soit le même niveau que les deux années précédentes. L'ensemble formé par les pays d'Afrique australe, de l'Est et l'Océan indien obtient la meilleure note globale (2,8), à quasi-égalité avec l'Afrique du Nord (2,7), l'Afrique centrale étant toujours en queue de classement (2). Sur les 31 pays étudiés, 19 obtiennent une note supérieure ou égale à cette moyenne générale. C'est le cas de tous les pays d'Afrique du Nord, grâce à la progression de la Mauritanie (la Libye n'est pas étudiée), de six pays sur dix d'Afrique de l'Ouest, avec l'entrée du Burkina Faso dans ce groupe, et de la plupart des pays du Sud et de l'Est. Dans la région d'Afrique centrale, le Cameroun est l'unique pays à se situer au-dessus de la moyenne, mais on peut noter la progression notable du Congo et du Gabon, qui s'en approchent.

Maurice et le Maroc en tête

Sur la totalité du panel, Maurice et le Maroc arrivent en tête du classement, talonnés par le Mozambique et l'Afrique du Sud. La Tunisie a perdu des points par rapport à 2019, malgré un très bon niveau d'infrastructures, un coût des facteurs et un environnement social favorables, les entreprises ne percevant pas un climat d'affaires propice aux investissements (faible incitation de l'administration, manque de soutien des banques et gros impact du secteur informel). L'Algérie aussi recule dans le classement : son administration est perçue comme peu favorable et elle est pénalisée par les nombreuses coupures du réseau internet, préjudiciables dans un contexte de digitalisation des entreprises et de télétravail renforcé par la pandémie.

En Afrique de l'Ouest, les notes moyennes sont toutes en progression, en particulier au Burkina Faso où le travail des douanes et l'environnement fiscal sont jugés satisfaisants. Le Ghana, le Sénégal et le Togo rassurent en termes de sécurité des personnes tandis que la Côte d'Ivoire présente un profil attractif (bon niveau d'infrastructures, environnement social favorable) malgré des critiques sur les douanes, le système judiciaire et l'accès au crédit. Les pays clôturant le classement restent, comme l'année dernière, des pays de l'Afrique centrale (RDC et RCA) auxquels s'ajoute cette année la Tanzanie, très mal notée sur les critères de l'administration. La Guinée et le Mali ferment le classement régional de l'Afrique de l'Ouest avec 2,1 de moyenne.

De meilleures infrastructures mais une gouvernance perfectible

Les détails des évaluations indiquent que, partout, les infrastructures se renforcent. Les projets, souvent financés par l'aide publique au développement avancent, améliorant routes et ports. Les télécoms et l'accès à internet donnent de plus en plus satisfaction. En matière d'équipement, l'Afrique centrale reste néanmoins en retard sur le reste du continent, notamment pour la distribution électrique, qui est d'ailleurs, hormis en Côte d'Ivoire et au Sénégal, aussi un point faible des pays d'Afrique de l'Ouest. Les critères liés à l'administration (efficacité des douanes, fiscalité, système judiciaire) sont généralement notés avec sévérité. Seuls le Rwanda, la Zambie, le Maroc, Maurice se distinguent pour leurs incitations aux investissements privés. Concernant la finance, la qualité du système bancaire donne satisfaction, en particulier dans les pays du Nord et en Afrique australe et de l'Est, néanmoins l'accès au crédit et son coût pour les entreprises ainsi que le financement des importations par les banques sont critiqués partout sauf en Afrique du Nord.

La formation, la santé, le développement durable, des enjeux à prendre en compte

En matière de sécurité des personnes, la note globale est en baisse car les pays du Sahel la tire vers le bas, mais cela ne paraît pas être une préoccupation majeure pour les entreprises dans la conduite de leurs affaires car elles ont intégré cette dimension dans leur fonctionnement quotidien. D'un point de vue social, le droit du travail et la qualité de la main-d'œuvre semblent corrects même si les systèmes de formation et de santé continuent d'être critiqués, et on note un fort retard qui perdure. L'appréciation des coûts des facteurs de production est mitigée. Le coût de la main-d'œuvre reste l'un des principaux atouts de l'Afrique, particulièrement dans les régions les plus pauvres. Mais le coût de l'électricité demeure, comme les années passées, élevé dans des pays d'Afrique de l'Ouest, dans les pays d'Afrique australe et orientale, et dans l'océan Indien, comme le Burkina Faso, le Mali, le Togo, la Guinée équatoriale ou encore les Comores, la Tanzanie, Djibouti et le Rwanda. Enfin, alors que les objectifs de développement durable s'imposent aux entreprises privées, cette question semble bien loin des préoccupations gouvernementales.

En résumé, un panorama mitigé et assez stable qui traduit bien le sentiment de résilience et de résistance à la crise que donne l'Afrique. Au printemps 2020, on craignait le pire, il a été évité.

Enquête et analyse réalisée par le CIAN

Sandrine Sorieul
directrice générale

APPRÉCIATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note moyenne par pays

	2020	2019
AFRIQUE DU NORD		
Algérie	2,5	2,8
Egypte	2,9	2,6
Maroc	3,2	3,1
Mauritanie	2,6	2,3
Tunisie	2,8	3,6
AFRIQUE DE L'OUEST		
Bénin	2,8	2,7
Burkina Faso	2,6	2,1
Côte d'Ivoire	2,7	2,5
Ghana	2,8	2,6
Guinée	2,1	2
Mali	2,1	2
Niger	2,4	2,2
Nigéria	2,3	2,3
Sénégal	2,7	2,6
Togo	2,8	2,6
AFRIQUE CENTRALE		
Cameroun	2,6	2,5
Congo	2,3	1,9
Gabon	2,4	2,2
Guinée équatoriale	1,9	2,1
RCA	1,8	1,9
RD Congo	1,6	1,6
Tchad	1,9	1,6
AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE, OCÉAN INDIEN		
Afrique du Sud	2,9	3
Angola	2,5	2,3
Djibouti	2,7	2,3
Ethiopie	2,4	2,3
Kenya	2,7	2,7
Madagascar	2,5	2
Maurice	3,3	3,8
Mozambique	3,0	2,5
Tanzanie	1,8	2,1

ACTIVITÉ DES ENTREPRISES 2019-2020

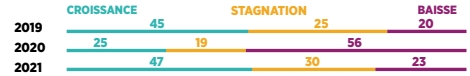
L'enquête CIAN porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2017, 2018 et 2019 :

- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : hausse, interruption, baisse ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible ;
- niveau des créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

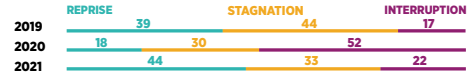
Les graphiques suivants présentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 31 pays évalués cette année.

AFRIQUE CONTINENT

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



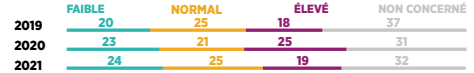
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %

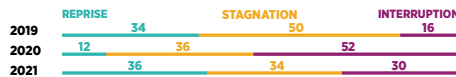


AFRIQUE DU NORD

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



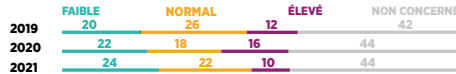
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



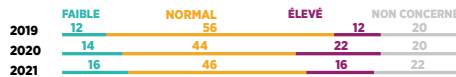
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %

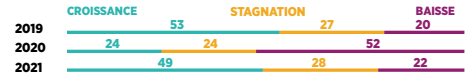


NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %

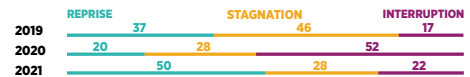


AFRIQUE DE L'OUEST

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



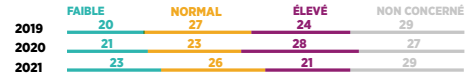
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %

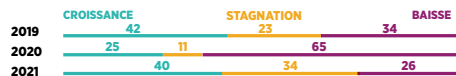


NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



AFRIQUE CENTRALE

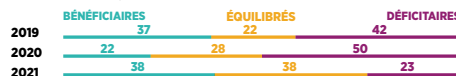
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



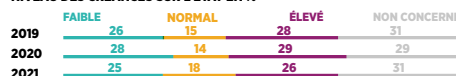
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



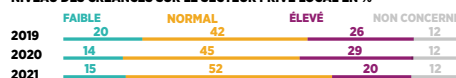
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %

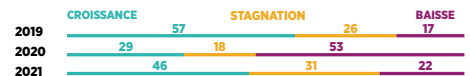


NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %

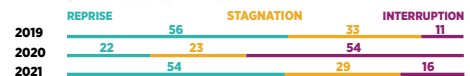


AFRIQUE AUSTRALE

TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRE EN %



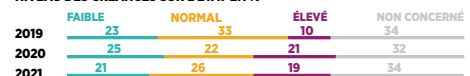
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



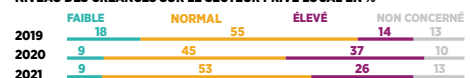
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ LOCAL EN %



BAROMÈTRE CIAN 2020

	AFRIQUE DU NORD			AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)			AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)			AFR. AUSTRALE, ORIENTALE & Océan Indien			ENSEMBLE DU CONTINENT		
	1	3	5	1	3	5	1	3	5	1	3	5	1	3	5
	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant
INFRASTRUCTURES															
Réseau routier			3,9			2,2			1,7			3,0			2,6
Réseau ferré		2,3			1,3				1,3			1,9			1,6
Réseau portuaire		3,2			3,3				2,9			3,0			3,1
Réseau aérien local		3,9			3,5				1,9			3,6			3,3
Eau et assainissement		3,6			2,4				2,0			2,8			2,6
Distribution électrique		3,9			2,3				2,3			2,6			2,6
Réseau téléphonique		3,7			3,6				2,8			3,8			3,5
Réseau internet		3,3			3,7				2,5			3,6			3,4
ADMINISTRATION															
Efficacité		1,8			2,0				1,4			2,2			1,9
Incitation à l'investissement		2,0			2,0				1,5			2,6			2,1
Douanes : tarifs		2,0			2,4				1,7			2,5			2,2
Procédures de dédouanement		2,1			2,3				1,7			3,0			2,3
Douanes : fraudes		2,1			2,2				1,6			2,6			2,2
Environnement fiscal		2,3			2,2				1,9			2,8			2,3
Système judiciaire : délais des procédures		2,2			1,9				1,6			2,3			2,0
Équité des jugements		2,2			2,0				1,7			2,3			2,1
Droit foncier		2,3			2,2				1,7			2,5			2,2
ÉCONOMIE ET FINANCE															
Banques : qualité du secteur bancaire		3,1			3,1				2,6			3,4			3,1
Accès et coût du crédit aux entreprises		2,5			2,2				2,0			2,1			2,2
Financement des importations		2,6			2,6				2,0			2,5			2,5
Impact du secteur informel		1,6			2,2				1,6			2,4			2,1
SOCIAL															
Droit du travail		3,1			3,1				2,7			3,2			3,0
Encadrement : qualité et stabilité		3,0			2,8				2,4			3,1			2,9
Main d'œuvre : qualité et stabilité		2,9			2,6				1,8			2,8			2,6
Système de formation		2,3			1,9				1,4			2,2			2,0
Taux d'absentéisme		2,8			3,3				3,0			3,2			3,1
Système de santé		2,4			1,9				1,8			2,3			2,0
SOCIO-CULTUREL															
Sécurité des personnes		4,0			2,7				3,0			3,7			3,2
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs locaux		2,9			2,5				2,5			3,1			2,7
Niveau de corruption		2,0			1,9				1,5			2,0			1,9
COÛT DES FACTEURS															
Énergie : électricité		2,7			1,9				2,1			2,2			1,8
Énergie : fuel		3,6			2,9				2,7			2,8			2,4
Télécommunications		3,3			3,0				1,9			2,8			2,3
Main d'œuvre		3,6			3,7				2,9			3,5			3,0
Transport routier		3,5			2,3				1,8			3,0			2,1
Transport maritime		3,5			2,9				1,8			3,0			2,3
Transport aérien		3,2			2,6				2,0			3,2			2,3
DÉVELOPPEMENT DURABLE															
Protection de l'environnement		1,6			1,5				1,9			2,2			1,5
Respect de l'humain		2,4			2,1				2,1			2,9			2,1

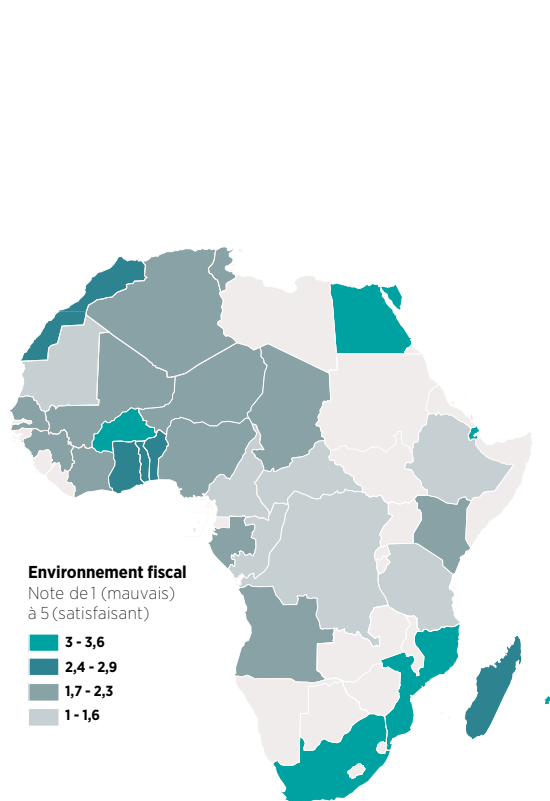
NOTE MOYENNE	2,7	2,5	2,0	2,8	2,5
---------------------	------------	------------	------------	------------	------------

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES EN 2020

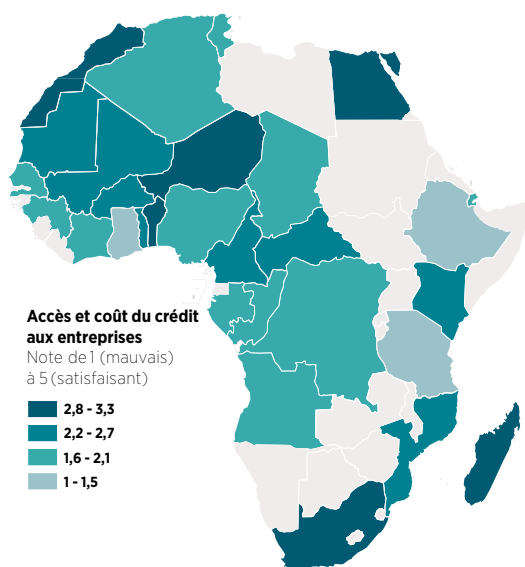
En répondant à l'enquête CIAN, le chef d'entreprise est appelé à apprécier l'environnement des affaires de son pays d'implantation, en qualifiant 7 domaines, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) :

- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

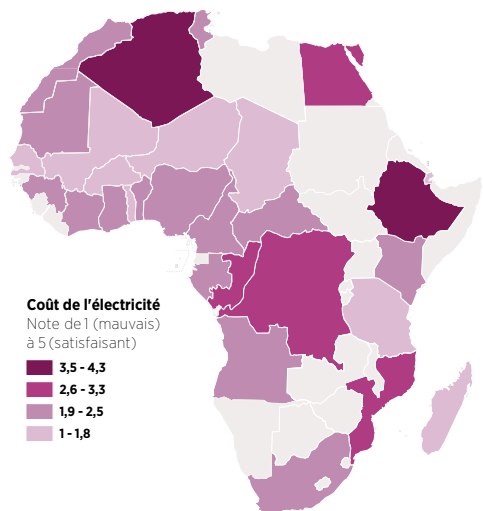
Le graphique général du Baromètre CIAN (p. 39) donne les résultats par grandes zones géographiques. Les cartes (p.40-41) présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 31 pays évalués cette année.



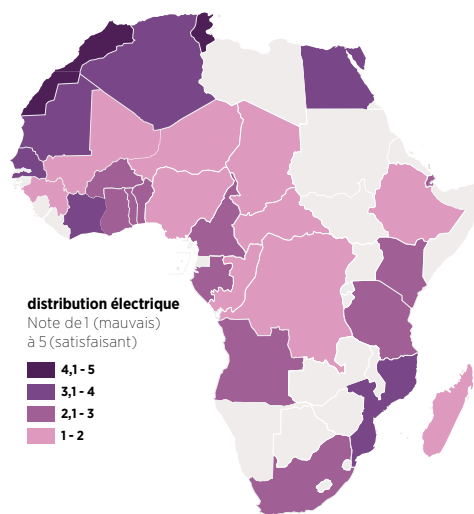
ENVIRONNEMENT
FISCAL



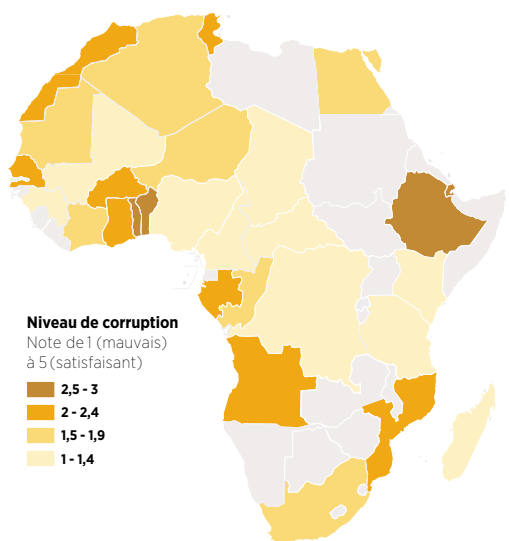
ACCÈS ET COÛT DU CRÉDIT
AUX ENTREPRISES



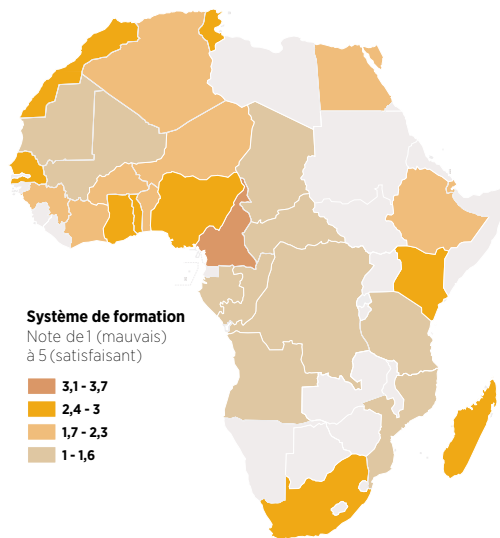
COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ



DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE



NIVEAU DE CORRUPTION



SYSTÈME DE FORMATION